

Faillite de DEXIA : le vrai visage des « marchés »

Les patrons de Dexia et les gouvernements libéraux ont organisé les activités spéculatives qui ont mené à l'enrichissement de leurs amis et à la faillite de la banque. Nombre de collectivités territoriales ont été flouées. La note est présentée aux contribuables. Pour que « ça change vraiment », la gauche ne peut pas se contenter de « moraliser la finance »...

L'arnaque du siècle

500 milliards € au bilan de la banque Dexia en faillite, 1,5 fois la dette de la Grèce. Une faillite qui a déjà coûté 18 milliards € aux contribuables, autant que le Crédit Lyonnais. Pire encore : bon nombre de collectivités territoriales sont infestées de prêts toxiques. Des banques comme Dexia, et bien d'autres, leur ont accordé des prêts dont les taux d'intérêts atteignent jusqu'à 25% ! Certaines sont contraintes de dénoncer en justice ces prêts spéculatifs qui les menacent. **En prenant les mesures législatives courageuses contre la finance spéculative, un gouvernement de gauche doit se donner les moyens d'un véritable changement :**

L'urgence : un « bouclier collectivités »

- Adopter une loi qui protège les collectivités de ces prêts toxiques face aux banques : aucune banque ne doit pouvoir réclamer deux ou trois fois le capital prêté à une collectivité comme c'est le cas.
- Un audit public du bilan de Dexia doit être fait pour connaître sa part illégitime

La coûteuse libéralisation

Le Crédit Local de France, issu du CAECL, établissement public qui assurait le financement des collectivités territoriales, est privatisé au début des années 90. C'est le début de l'aventure spéculative. La fusion avec le Crédit Communal de Belgique en 1996, donne ainsi naissance à Dexia.

Fortement contaminée par les produits toxiques lorsque la crise financière éclate en 2008, Dexia est maintenue à flot par l'injection de 6 milliards d'euros, sans condition, par les Etats belges et français dont 2 Mds par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). C'est ce qui s'appelle « *privatiser les profits et nationaliser les pertes* ».

Un capitalisme financier en faillite

Ces 6 Mds partent vite en fumée. L'action de Dexia ne vaut plus rien en 2011. Sans contrepartie, la banque, qui continue ses spéculations sur les dettes souveraines, se retrouve gavée d'emprunts toxiques. Sarkozy fait nommer en 2008 son ami Pierre Mariani à la direction de Dexia. Sa mission : faire disparaître en silence les milliards d'emprunts toxiques à coup d'argent public.

La faillite. Et après ?

Le plan de démantèlement en cours prévoit que la Banque Postale et la CDC, organismes publics, assurent le financement des collectivités territoriales. Ce serait une bonne nouvelle si ces institutions n'avaient pas encore à mettre la main à la poche. La CDC et l'Etat reprendraient les 70 Mds de prêts de Dexia aux collectivités dont personne n'est capable de connaître la part d'emprunts toxiques. **Ce sont des milliards qui sont détournés de la CDC au détriment de ses missions d'intérêt général comme par exemple le financement du logement social.** Dans le même temps, les fonds du livret A laissés aux banques continuent à alimenter leurs opérations spéculatives plutôt que le logement social : voilà la politique du logement de ces incapables !

Ce ne sont pas les salariés de Dexia les responsables. Ce sont les actionnaires et leurs complices politiques. Les compétences des salariés doivent être préservées et mises à contribution pour un nouveau projet d'intérêt général. Le gouvernement doit s'engager à leur assurer une continuité de carrière (statuts, ancienneté, salaires...) au sein des nouvelles structures de financement des collectivités.

L'avenir des collectivités territoriales.

Ces dernières ont besoin de financements sûrs et peu coûteux pour assurer leurs missions d'intérêt général : écoles, collèges, routes... Avec plus de 70% des investissements publics du pays, les collectivités sont le moteur de l'économie française. Autant dire que si leurs difficultés de financement se confirmaient en 2012, ce serait la récession pour de nombreux secteurs de l'économie, avec son cortège de chômage à la clef. C'est Pierre Mariani lui-même, patron de Dexia, qui l'avoue (les echos.fr, 17.01.2012). Les hôpitaux, dont Dexia était la première banque, risquent l'asphyxie financière. Les

salaires, les emplois et les investissements sont menacés (leparisien.fr, 12.05.2012). Voilà où mène le capitalisme appliqué à la santé !

La marchandisation des services publics ? Pour pallier le manque de financement des collectivités, les Partenariat-Public-Privé (PPP) fleurissent, donnant à de grands groupes du CAC 40 une place de choix dans le financement et la gestion des infrastructures publiques. C'est ainsi que des collèges sont financés par des grands groupes du bâtiment, ou que des hôpitaux sont construits sur des fonds privés.

Oui, le changement doit être maintenant !

→ Un président de gauche qui dit « *mon adversaire c'est la finance* » doit établir un contrôle public complet sur les banques. Dans l'immédiat, une mise en réseau des institutions financières constituant un pôle financier public est indispensable.

→ Il ne suffit pas de doubler le plafond de dépôts sur le livret A. Ceux-ci doivent être centralisés à 100 % par la CDC.

→ L'argent public doit servir au financement des services publics, au logement, à l'aménagement du territoire, et à la transition écologique de l'économie. Pas à la spéculation !

Dans cette affaire Dexia, la FASE propose :

- 1- Un moratoire sur les dettes et un audit public. Les citoyens doivent savoir à quoi sert leur argent ! Ce sont aux responsables de payer la crise, pas nos services publics !
- 2- Une enquête pour déterminer les responsabilités des principaux dirigeants de Dexia et leurs complicités politiques.
- 3- Une mise sous contrôle public de la nouvelle banque des collectivités, par les parlementaires, les élus locaux et les citoyens.
- 4- L'adoption d'une loi constitutionnelle qui obligerait tout gouvernement à soumettre à référendum un changement de statut éventuel de la nouvelle banque publique.

Voilà qui arrêterait le fol enrichissement de quelques individus sur le dos de la collectivité !

Voilà qui remettrait l'argent à sa juste place : au service des besoins humains et de la transition écologique !

« Se serrer la ceinture ? » Mais qu'ils dégagent !

Pierre Richard, l'homme de la catastrophique aventure Dexia, un « expert » disent-ils, dont la compétence a déjà coûté 18 milliards aux contribuables, celui qui ose dire « pas coupable, personne ne pouvait prévoir la crise », décoré de la Légion d'Honneur, a quitté Dexia avec une retraite chapeau de 600 000 € par an pendant 20 ans !

La FASE
20 rue Chaudron
75010 Paris
www.lafederation.org
contact@lafederation.org



participe au

